Constitutionnalité de l'extension du champ d'application du « *plaider-coupable* » ou l'inexorable montée en puissance du parquet

DROIT À UN PROCÈS ÉQUITABLE ET SÉPARATION DES POUVOIRS (Art. 16
DDHC et Art. 66 Constitution)

Olivier Bachelet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10880>

DOI : 10.4000/revdh.10880

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Olivier Bachelet , « Constitutionnalité de l'extension du champ d'application du « *plaider-coupable* » ou l'inexorable montée en puissance du parquet », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 21 décembre 2011, consulté le 09 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10880> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.10880>

Ce document a été généré automatiquement le 9 février 2021.

Tous droits réservés

Constitutionnalité de l'extension du champ d'application du « *plaider-coupable* » ou l'inexorable montée en puissance du parquet

DROIT À UN PROCÈS ÉQUITABLE ET SÉPARATION DES POUVOIRS (Art. 16 DDHC et Art. 66 Constitution)

Olivier Bachelet

- 1 Relative au projet de loi sur la répartition des contentieux et l'allègement de certaines procédures juridictionnelles – devenu la loi n° 2011-1862 du 13 décembre 2011 (*JORF* du 14 décembre 2011) –, la décision du Conseil constitutionnel du 8 décembre 2011 valide l'extension du champ des organismes soumis au régime de l'apurement administratif de leurs comptes tout en épinglant un certain nombre de « cavaliers législatifs », en particulier la modification envisagée des articles 28-1 et 28-2 du Code de procédure pénale concernant les prérogatives et obligations de certains agents des douanes et des services fiscaux. Surtout, amené pour la quatrième fois à se prononcer sur la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC), instituée par la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 (articles 495-7 et suivants du CPP) et plus communément connue sous l'expression de « *plaider-coupable* », le Conseil déclare conforme à la Constitution, d'une part, la possibilité d'y recourir à l'issue d'une information judiciaire (nouvel article 180-1 du CPP) et, d'autre part, l'extension de son champ d'application à l'ensemble des délits (article 495-7 du CPP), à l'exception des délits d'atteintes volontaires et involontaires à l'intégrité des personnes et d'agressions sexuelles lorsqu'ils sont punis d'une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à cinq ans et des délits mentionnés à l'article 495-16 du Code de procédure pénale.
- 2 Procédure sommaire de jugement, la CRPC permet au procureur de la République de proposer une peine à une personne majeure ayant reconnu sa participation à un délit qui, jusqu'à la loi du 13 décembre 2011, devait être puni à titre principal d'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à cinq ans et/ou d'une peine d'amende. La

peine proposée peut être de la totalité de la peine d'amende encourue, mais elle ne peut excéder une année, ni la moitié de la peine encourue, lorsqu'elle est d'emprisonnement. Dès le stade de la proposition faite par le procureur, l'avocat doit être présent, et l'acceptation de celle-ci entraîne la présentation de l'intéressé devant le président du Tribunal de grande instance ou son délégué aux fins d'homologation. En cas d'homologation de la proposition faite par le parquet, le juge rend une ordonnance qui vaut décision de condamnation et qui peut faire l'objet d'un appel. En cas de refus d'homologation, le procureur doit alors saisir, sauf élément nouveau, le tribunal correctionnel ou requérir l'ouverture d'une information judiciaire.

- 3 Pour écarter les arguments développés par les soixante sénateurs à l'origine de sa saisine et valider les modifications apportées à la CRPC, le Conseil constitutionnel insiste sur le fait que, lors de l'audience d'homologation, le président du Tribunal de grande instance ou son délégué, non seulement doit « *vérifier la qualification juridique des faits et de s'interroger sur la justification de la peine au regard des circonstances de l'infraction et de la personnalité de son auteur* », mais aussi peut « *refuser l'homologation s'il estime que la nature des faits, la personnalité de l'intéressé, la situation de la victime ou les intérêts de la société justifient une audience correctionnelle ordinaire* » ou « *si les déclarations de la victime apportent un éclairage nouveau sur les conditions dans lesquelles l'infraction a été commise ou sur la personnalité de son auteur* » (cons. 16). Par conséquent, comme ils l'avaient fait dans leur décision du 2 mars 2004 (Cons. const., déc. n° 2004-492 DC du 2 mars 2004, *loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité*), les Sages considèrent que la CRPC ne porte pas atteinte au principe de séparation des autorités chargées de l'action publique et des autorités de jugement et valident les nouvelles dispositions en étendant le champ d'application dès lors qu'elles n'ont pas pour effet de modifier sa procédure. Enfin, le Conseil note que la procédure d'homologation « *se déroule en audience publique* » et qu'il appartient au magistrat du siège de veiller à l'effectivité de cette garantie. Dès lors, « *le grief tiré de la méconnaissance du principe de publicité des débats manque en fait* » (cons. 18).
- 4 De la sorte, les Sages délivrent un *satisfecit* au législateur dans son volonté constante de développement des procédures pénales simplifiées, comme l'illustre la même loi du 13 décembre 2011 qui étend considérablement le champ d'application de l'ordonnance pénale (article 26 de la loi) et de l'amende forfaitaire (article 29 de la loi), ces dispositions ayant implicitement été déclarées conformes à la Constitution grâce à la technique du « *considérant-balai* » (cons. 26 : « *il n'y a lieu, pour le Conseil constitutionnel, de soulever d'office aucune autre question de conformité à la Constitution* »). À cet égard, l'on peut s'attendre à une prochaine « *salve* » de développement des procédures rapides, notamment de la composition pénale, « *alternative punitive* » aux poursuites (article 41-2 du CPP) dont le champ d'application quant aux infractions était jusque-là proche de celui de la CRPC, et de la CRPC elle-même, le rapport du Comité de réflexion sur la justice pénale – dit « *Comité Léger* » –, ayant proposé son extension aux crimes.
- 5 Pour autant, un tel choix de politique criminelle apparaît en contradiction avec la volonté des pouvoirs publics, d'une part, d'impliquer davantage les « *citoyens* » dans le jugement des infractions – les récentes modifications législatives en la matière (voir, la loi n° 2011-939 du 10 août 2011 dont l'essentiel des dispositions a été validé par le Conseil constitutionnel : Cons. const., déc. n° 2011-635 DC du 4 août 2011, *loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs* – ADL du 19 août 2011) se trouvant « *court-circuitées* » par le développement des

procédures sommaires – et, d'autre part, de voir durcir la réponse pénale afin d'en renforcer le pouvoir de dissuasion – comment, en effet, satisfaire cet objectif dans le cadre de procédures « *consensuelles* » qui laissent à penser au délinquant qu'il va pouvoir négocier sa peine ?

- 6 Par ailleurs, pour ce qui concerne la CRPC à proprement parler, l'extension de son champ d'application ne va pas sans poser un certain nombre de difficultés. En premier lieu, l'on peut redouter un recul du principe de la publicité des débats. Certes, à la suite de la décision précitée du 2 mars 2004, le législateur a prévu que l'audience d'homologation doit avoir lieu en audience publique afin de prévenir l'arbitraire (article 495-9, alinéa 2 du CPP). Néanmoins, comme l'indiquaient les sénateurs ayant saisi le Conseil, « *la procédure de CRPC a pour effet de soustraire en réalité au public la connaissance précise des faits qui ont conduit au prononcé d'une peine dans la mesure où il n'y pas de publicité autour de la qualification juridique desdits faits* ». En effet, les circonstances qui sont connues au moment de l'homologation sont uniquement celles qui ont été retenues par le parquet et reconnues par la personne poursuivie. Il y a donc, lors de l'audience d'homologation, un déplacement du débat des faits et de la culpabilité vers la sanction. Ceci explique d'ailleurs pourquoi, après plusieurs péripéties jurisprudentielles (voir : Cass., 18 avril 2005, n° 05-00.001 ; CE, 11 mai 2005, n° 279834, *Syndicat des avocats de France*), la loi n° 2005-847 du 26 juillet 2005 (article 495-9, alinéa 2, *in fine* du CPP) – validée par le Conseil constitutionnel (Cons. const., déc. n° 2005-520 DC du 22 juillet 2005, *loi précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité*) – a prévu que la présence du parquet n'est pas obligatoire lors de l'audience d'homologation puisque l'essentiel a été décidé « *en amont* ».
- 7 L'impression d'une justice rendue « *en catimini* » est d'autant plus critiquable que le nouveau texte permet de recourir à la CRPC au terme d'une information judiciaire alors que les affaires concernées sont relatives aux « *délits les plus graves et les plus complexes susceptibles de présenter un intérêt important pour la société* ». Or, la Cour de Strasbourg n'affirme-t-elle pas que la publicité des débats judiciaires contribue « *à préserver la confiance de chacun dans les cours et tribunaux* » et que, « *par la transparence qu'elle donne à l'administration de la justice, elle aide à atteindre le but de l'article 6 § 1 : le procès équitable, dont la garantie compte parmi les principes de toute société démocratique au sens de la Convention* » (voir, par exemple : CEDH, 20 mai 1998, *Gautrin et autres c. France*, n°s 21257/93 à 21260/93, § 42) ?
- 8 En deuxième lieu, la possibilité de recourir à la CRPC à l'issue de l'information pose également difficulté pour les droits de la défense. En effet, l'article 495-8, alinéa 4, du Code de procédure pénale prévoit la présence obligatoire de l'avocat tout au long de la procédure de CRPC, la personne concernée ne pouvant renoncer à un tel droit. C'est d'ailleurs sur le fondement de ce texte que le Conseil d'État (CE, 26 avril 2006, n° 273757, *Syndicat des avocats de France*) a déclaré illégale la circulaire de la direction des affaires criminelles et des grâces du 2 septembre 2004 (CRIM-04-12-E8) qui prévoyait notamment la possibilité pour un officier ou un agent de police judiciaire de s'assurer auprès de la personne concernée qu'elle est susceptible d'accepter une proposition de peine du procureur. Or, si les nouvelles dispositions issues de la loi du 13 décembre 2011 prévoient que le juge d'instruction peut décider de renvoyer l'affaire au procureur de la République aux fins de mise en œuvre d'une CRPC lorsque « *la personne mise en examen reconnaît les faits et qu'elle accepte la qualification pénale retenue* » (article 180-1 du

CPP), rien n'est dit quant à la présence de l'avocat lors de cette « *pré-proposition* » de la CRPC.

- 9 Enfin, en troisième lieu, l'extension du champ d'application de la CRPC, validée par le Conseil constitutionnel dans la décision commentée, renforce une nouvelle fois l'emprise du parquet sur notre procédure pénale. Il suffit pour s'en convaincre de constater que, selon les informations communiquées par le ministère de la justice, près de 90 % des propositions font l'objet d'une homologation par le magistrat du siège, ce qui tend à démontrer que l'audience tenue devant ce dernier fait figure de véritable « *chambre d'enregistrement* » de l'accord conclu en amont de la procédure sous l'égide du procureur de la République. Comme l'a souligné le professeur Mireille Delmas-Marty, à propos de l'apparition d'un « *quasi-pouvoir de jugement* » des procureurs, « *un tel transfert de pouvoirs aboutit à ce résultat étonnant qu'en France près de la moitié des mesures répressives sont décidées par le parquet* » (*Le Monde*, 6 avril 2010). Au-delà du fait qu'elle revient à confier des pouvoirs quasi-juridictionnels à un organe qui ne peut être qualifié d'« *autorité judiciaire* » au sens de la jurisprudence strasbourgeoise (voir, notamment : CEDH, 5^{ème} sect., 23 novembre 2010, *Moulin c. France*, n° 37104/06, § 57 – ADL du 23 novembre 2010), une telle situation ne peut que fragiliser la décision récente des Sages relative à la garde à vue selon laquelle, parce que cette mesure n'est pas menée dans une phase juridictionnelle de la procédure pénale, il n'y a pas lieu de respecter les principes de l'égalité des armes et du contradictoire (Cons. const., déc. n° 2011-191/194/195/196/197 QPC du 18 novembre 2011, Mme Élise A. et autres - Garde à vue II – ADL du 22 novembre 2011). Dès lors que le développement continu des procédures sommaires, notamment de la CRPC, est l'occasion d'une suppression du débat contradictoire devant le juge, ne devrait-on pas respecter pleinement les droits de la défense lors de l'enquête ?

*

- 10 **Conseil constitutionnel, Décision n° 2011-641 DC du 08 décembre 2011, *Loi relative à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles***